

Les anciens présidents demandent à Joe Biden de retirer Cuba de la liste des pays terroristes



Bogota, 13 sept (RHC) Un groupe de 35 anciens présidents et premiers ministres a envoyé une lettre au président nord-américain Joe Biden, lui demandant de retirer Cuba de la liste des pays qui, selon Washington, soutiennent actuellement le terrorisme.

La nouvelle a été annoncée par l'ancien chef d'État de la Colombie, Ernesto Samper (1994-1998), qui a déclaré qu'il était insensé qu'un pays comme Cuba, qui a œuvré pour la paix dans le monde et a aidé son pays à signer les premiers accords pour mettre fin à un conflit qui durait depuis de nombreuses années, soit lié au terrorisme.

Il a également dénoncé le fait qu'en raison de cette classification, le peuple antillais est soumis à des mesures punitives inhumaines en raison de l'obstacle que cette désignation pose à l'accès aux médicaments, à la nourriture et aux conditions basiques de vie.

La lettre envoyée à Joe Biden reconnaît qu'en mai dernier, le département d'État a pris la décision de retirer Cuba de la liste des nations qui ne coopèrent pas dans la lutte contre le terrorisme, mais regrette que, contradictoirement, les autorités nord-américaines s'obstinent à la maintenir sur la liste des États soutenant le terrorisme.

Comment peut-on à la fois prétendre qu'un pays coopère à la lutte mondiale contre le terrorisme et l'accuser de le soutenir ouvertement ?

« Sans la moindre preuve, Cuba est accusée d'avoir des liens avec des activités terroristes dont elle a été victime, et à cause de cette présomption, des sanctions sévères lui sont imposées, qui affectent directement sa population et déséquilibrent son économie de manière permanente », ajoute-t-il.

En outre, le maintien de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme constitue une mesure coercitive difficilement justifiable au XXI^e siècle, où l'égalité entre les États devrait être une réalité.

Les signataires ont ajouté que cette décision injuste porte également atteinte à la charte universelle des droits de l'homme, pilier éthique des relations internationales contemporaines, en affectant les secteurs les plus vulnérables de la population touchés par les effets néfastes de la pandémie, exacerbés par le manque de médicaments et d'équipements.

La situation difficile que traverse l'économie cubaine s'explique, entre autres facteurs, par les mesures appliquées par les États-Unis et condamnées pour leur unilatéralisme par le système des Nations unies, ainsi que par de nombreuses personnes et institutions dans différents scénarios et à différentes occasions, ont-ils fait remarquer.

Dans une autre partie du texte, ils affirment que le gouvernement cubain est sérieusement engagé contre le terrorisme et en faveur de la paix dans la région et dans le monde.

La lettre a été signée par l'ancien Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero, l'ancienne présidente brésilienne Dilma Rousseff, Cristina Fernández de Kirchner, ancienne présidente de l'Argentine, ainsi que Rafael Correa, ancien président de l'Équateur, et trente autres hommes politiques de renom (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/365098-les-anciens-presidents-demandent-a-joe-biden-de-retirer-cuba-de-la-liste-des-pays-terroristes>



Radio Habana Cuba